

CONFIANCE

92 Avenue du Colonel Fabien

94400 VITRY SUR SEINE

NAF : 6831Z

SIRET : 43140345000015

CERTIFICAT DE TRAVAIL

Nous certifions que **MME KAEWKLIN Irène**

numéro SS 200039921903084

demeurant 147 Boulevard Robert Ballanger

93420 VILLEPINTE

a été employé(e) par nous du **03/05/2021** au **20/09/2021**

en qualité de **CONSEILLERE IMMOBILIER VRP
IMMOBILIER**

En application de l'article L.911-8 du code de la sécurité sociale, **MME KAEWKLIN Irène** bénéficie :

- de la portabilité de la prévoyance au titre des risques portant atteintes à l'intégrité physique de la personne ou liés à la maternité.
- de la portabilité de la prévoyance au titre des garanties liées aux risques de décès, d'incapacité de travail ou d'invalidité.

CENTURY 21 Agence du Plateau
92 avenue du colonel Fabien - 94400 VITRY SUR SEINE
Tél. : 01 47 26 21 12
ag1050@century21france.fr
SARL au capital de 10.000 € - RCS Créteil M1403899
Carte T n° CPI 9401 2016 000 010 081 garantie 10 000€
CEGC - 15 rue de la République - TSA39999 - 92915 LEVALLOIS PERRET CEDEX
Livré par la CCI de Paris Ile de France

Fait à **VITRY SUR SEINE**
le 20/09/2021
Signature de l'employeur
M. M. C. BRETHENOUX
Gérant

Le **20/09/2021**

Le présent certificat a été établi conformément à l'article L1234-19 du Code du Travail :

"L'employeur doit, à l'expiration du contrat de travail, délivrer au travailleur un certificat contenant exclusivement la date d'entrée et celle de sa sortie, et la nature de l'emploi, ou le cas échéant, des emplois successivement occupés ainsi que les périodes pendant lesquelles ces emplois ont été tenus.

Sont exempts de timbre et d'enregistrement les certificats de travail délivrés aux salariés même s'ils contiennent d'autres mentions que celles prévues à l'alinéa 1 du présent article, toutes les fois que ces mentions ne contiennent ni obligations, ni quittances, ni aucune autre convention donnant lieu au droit proportionnel.

La formule "libre de tout engagement" et toute autre constatant l'expiration régulière du contrat de travail, les qualités professionnelles et les services rendus sont pris en compte dans l'exemption."

RECU POUR SOLDE DE TOUT COMPTE

Je, soussigné(e) **MME KAEWKLIN Irène**

demeurant 147 Boulevard Robert Ballanger

93420 VILLEPINTE

reconnais avoir reçu de mon ex-employeur

CONFIANCE

92 Avenue du Colonel Fabien

94400 VITRY SUR SEINE

mon certificat de travail, mon attestation Pôle Emploi et pour solde de tout compte

la somme de : ******2 833,58 Euros**

par : **CHEQUE BANCAIRE**

soit, en toutes lettres,

Deux mille huit cent trente trois euros cinquante huit centimes

correspondant à la décomposition établie sur mon bulletin de paie du mois de : **SEPTEMBRE 2021**
et en paiement des salaires, accessoires du salaire, remboursement de frais et indemnités de toute nature dus au titre de l'exécution et de la cessation de mon contrat de travail , ci-joint annexé.

Je déclare savoir que l'article L.1234-20 du Code du travail me permet de dénoncer ce reçu pour solde de tout compte, par lettre recommandée AR motivée, dans un délai maximum de SIX MOIS à compter de sa signature, et que passé ce délai je ne serai plus en droit de le contester.

Le présent reçu est établi en deux exemplaires, dont un m'est remis.

Fait à **VITRY SUR SEINE**

Le **20/09/2021**

Signature

précédée de la mention manuscrite "POUR SOLDE DE TOUT COMPTE"

Pour solde tout compte

CENTURY 21

Agence du Plateau

92 avenue du colonel Fabien - 94400 VITRY SUR SEINE

Tel : 01.47.26.21.21

ag1050@century21france.fr

SARL au capital de 10.000 € - RCS Créteil 431 403 450

Carte T n° CPI 9401 2016 000 010 081 garantie 110 000€

CEGC - 16 rue Hoche- Tour Kupka - TS-39999- 92919 LA DEFENSE Cedex

Délivrée par la CCI de Paris Ile de France



ATTENTION : le salarié joindra lui-même un exemplaire
de cette attestation à la demande d'allocations
Assédic qui lui sera adressée, s'il s'inscrit comme
demandeur d'emploi (voir bas de la page 3).
IL NE DOIT EN AUCUN CAS LA RETOURNER SEULE.

1. l'employeur

ne rien inscrire dans ce cadre

☐ Adhésion aux régimes particuliers pour les emplois "aidés" (CES, apprentis, emplois jeunes, etc.)

2. le salarié

(code: voir notice)

3. caisses de retraite complémentaire du salarié

(Pour les cadres ou assimilés affiliés à l'AGIRC et à l'ARRCO, les deux institutions doivent être renseignées).

— — — 4 / A

4. emploi

- Durée d'emploi salarié : du 03/05/2021 au 20/09/2021
- Dernier emploi tenu : CONSEILLERE IMMOBILIER VRP Dernier lieu de travail : VITRY SUR SEINE Dépt 94
- Date d'engagement de la procédure de licenciement ou de notification de la démission ou de signature de la convention de rupture conventionnelle
- Préavis : ☐ effectué : du au
- ☐ non effectué } ☐ payé : du au
- } ☐ non payé : du au
- (motif) :
- En cas d'affiliation à un régime spécial de sécurité sociale, indiquez la caisse : et le numéro d'affiliation :
- Le salarié relève-t-il du régime local d'Alsace Moselle ? ☐ oui ☒ non
- Catégorie d'emploi particulier : ☐ intérimaire ☐ intermittent ☐ travailleur à domicile
- ☐ expatrié ☐ employé de maison ☐ assistante maternelle ☐ autre : (précisez)
- Horaire de travail : hebdomadaire annuel
 - dans l'entreprise suite à un accord, une convention collective : 35.00 1820.04
 - du salarié : 0.00 0.00
 - motif en cas de différence : ☐ travail à temps partiel
 - ☐ autre motif (précisez)
- Nature du contrat : ☐ contrat à durée indéterminée ☒ contrat à durée déterminée
- Contrat de type particulier : ☐ apprentissage ☐ professionnalisation ☐ orientation ☐ qualification ☐ adaptation
- ☐ emploi-solidarité ☐ emploi jeunes (dispositif 1997) ☐ contrat jeunes en entreprise (dispositif 2002) ☐ CIE
- ☐ CAE ☐ contrat d'avenir ☐ autre : (précisez)
- Statut particulier : ☐ gérant ☐ administrateur/PDG/DG ☐ Mbre/Pdt du Directoire
- ☐ Mbre du Cons. de surveillance ☐ Pdt d'une association ☐ Mbre d'un GIE ☐ associé/actionnaire
- ☐ autre : (précisez)

5. chômage total sans rupture de contrat de travail

- 40 ☐ oui ☒ non
- Avez-vous demandé les allocations de chômage partiel à la DDTEFP ? ☐ oui ☐ non
- Si oui, période indemnisée au titre du chômage partiel du au
- Date de reprise prévue :

6. motif de la rupture du contrat de travail

- 11 ☐ licenciement suite à redressement ou liquidation judiciaire

12 ☐ licenciement suite à fermeture définitive de l'établissement

14 ☐ licenciement pour motif économique

Salarié licencié à l'âge de 55 ans ou plus

Si une convention FNE a été conclue par l'entreprise, l'intéressé a-t-il refusé la proposition d'adhérer à la convention ? 10 ☐ oui 21 ☐ non

15 ☐ licenciement pour fin de chantier

20 ☐ licenciement pour autre motif, (précisez) :

25 ☐ autre rupture pour raison économique (Art. L. 1233-3 al.2 du C. du T.)

31 ☒ fin de contrat à durée déterminée

32 ☐ fin de mission d'intérim

81 ☐ fin de contrat d'apprentissage

82 ☐ résiliation judiciaire du contrat

83 ☐ rupture pour force majeure ou fait du prince

84 ☐ rupture d'un commun accord d'un contrat à durée déterminée ou d'un contrat d'apprentissage

34 ☐ fin de période d'essai à l'initiative de l'employeur

35 ☐ fin de période d'essai à l'initiative du salarié

36 ☐ rupture anticipée d'un contrat à durée déterminée ou d'un contrat d'apprentissage à l'initiative de l'employeur

37 ☐ rupture anticipée d'un contrat à durée déterminée ou d'un contrat d'apprentissage à l'initiative du salarié

38 ☐ mise à la retraite par l'employeur

39 ☐ départ à la retraite à l'initiative du salarié

59 ☐ démission (motif) :

88 ☐ rupture conventionnelle (Art. L. 1237-14 du C. du T.)

60 ☐ autre motif (précisez) :

7.1 salaires des 12 mois civils complets précédant le dernier jour travaillé et payé

Portez dans ces cadres les salaires correspondant aux 12 mois civils précédant le dernier jour travaillé et payé.
(Ex : dernier jour travaillé et payé : le 25/08/2008, indiquez les salaires du 01/08/2007 au 31/07/2008).

Dernier jour travaillé payé :

2	0	0	9	2	0	2	1
---	---	---	---	---	---	---	---

[illegible]

7. 2 primes et indemnités de périodicité différente des salaires, non mentionnées dans le cadre 7. 1

Période couverte par l'indemnité ou la prime	Date de paiement	Nature de la prime ou indemnité (13°mois, prime de bilan, prime exceptionnelle,...). ATTENTION : les indemnités de départ ou compen- satrices de congés payés ne doivent pas figurer ici.	Montant soumis aux contributions d'assurance chômage
du	au		

**POUR S'INSCRIRE COMME DEMANDEUR D'EMPLOI,
LE SALARIÉ A 2 POSSIBILITÉS :**

- 1 >** par internet : www.pole-emploi.fr - Rubrique "Demandeurs d'emploi" - Accès aux services.
- 2 >** par téléphone : en composant le 3949 (selon le service, appel gratuit ou de 0,11 € TTC depuis un poste fixe, hors éventuel surcoût de votre opérateur)

7.3 sommes versées à l'occasion de la rupture (solde de tout compte)

salaire

(versé après le dernier mois civil mentionné au cadre 7.1)

du	Période au	Date de paiement	Nb. d'heures travaillées	Salaire brut	Montant du précompte PE (part salariale)
01/09/2021	20/09/2021	20/09/2021	0.00	2402.71	0.00

indemnité compensatrice de préavis

Montant :

..... |EUR|

indemnité compensatrice de congés payés

Montant : |735.65| |EUR|

Jours ouvrables : |6| |17|

Indemnité due par une caisse professionnelle

(précisez laquelle) :

total des sommes ou indemnités légales, conventionnelles ou transactionnelles inhérentes à la rupture

..... |EUR|

• Montant correspondant aux indemnités légales (voir notice) : |1105.89| |EUR|

dont indemnités :

- | | |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> légale de licenciement
(Art. L. 1234-9 du C. du T.) | <input type="checkbox"/> spéciale de licenciement |
| <input type="checkbox"/> minimale de rupture conventionnelle
(Montant correspondant à celui l'indemnité légale de licenciement) | <input type="checkbox"/> spécifique de licenciement (Art.L.1235-15 du C. du T.) |
| <input checked="" type="checkbox"/> de fin de contrat à durée déterminée 1105.89 | <input type="checkbox"/> due aux journalistes |
| <input type="checkbox"/> de fin de mission | <input type="checkbox"/> légale de clientèle |
| <input type="checkbox"/> de départ à la retraite | <input type="checkbox"/> légale due au personnel navigant de l'aviation civile |
| | <input type="checkbox"/> versée à l'apprenti en application de l'article L. 6225-5 al.2 du C. du T. |
| | <input type="checkbox"/> due en raison d'un sinistre |
| | <input type="checkbox"/> autres indemnités légales |

• Montant correspondant aux indemnités conventionnelles (convention collective) : |EUR|

• Montant correspondant aux indemnités transactionnelles (transaction) : |EUR|

Une transaction est-elle en cours ? ☐ oui* ☒ non

*Si d'autres sommes sont versées après l'établissement de cette attestation, vous devez les déclarer à Pole Emploi.

8. avance du fonds national de garantie des salaires

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, une avance du FNGS :

- a-t-elle été perçue ? ☐ oui Pour quelles créances :
- ☒ non Motif :
- est-elle à percevoir ? ☐ oui Pour quelles créances :
- ☒ non Motif :

9. authentification par l'employeur

Je soussigné(e), (nom) BRETHENOUX (prénom) MARC

agissant en qualité de :

- | | | | |
|--|--|--|---|
| <input type="checkbox"/> chef d'entreprise | <input type="checkbox"/> directeur | <input type="checkbox"/> comptable | <input type="checkbox"/> mandataire liquidateur |
| <input type="checkbox"/> gérant | <input type="checkbox"/> chef du personnel | <input type="checkbox"/> administrateur judiciaire | <input checked="" type="checkbox"/> autre : <u>Gérant</u>
(précisez) |

certifie que les renseignements indiqués sur la présente attestation sont exacts et, notamment, le motif de la rupture du contrat de travail qui est, je le rappelle, le suivant :

En cas de rupture conventionnelle, atteste n'avoir pas reçu de refus d'homologation de la convention de la part de la DDTEFP ou, le cas échéant, de refus de l'inspection du travail.

A VITRY SUR SEINE le 27/10/2021

Signature

Personne à joindre concernant cette attestation :

M. Marc BRETHENOUX

Téléphone : | | | | | | | | | |

Cachet de l'entreprise

